

## Déclaration au CTL du 07 janvier

Monsieur le Président,

Il n'est pas coutume, dans l'Aude, que les représentants du personnel assistent au CTL entérinant des suppressions de postes .

Mais, LA COUPE est pleine et vos agents vous demandent des explications !

Encore 16 emplois supprimés pour 2014 qui s'ajoutent à la liste déjà (trop) longue des années précédentes .

Plus de 20% des postes supprimés en 10 ans !!

C'est le moment choisi par notre Directeur Général pour lancer un questionnaire sur le « **baromètre social** » à la DGFIP !

De qui se moque t on ? De deux choses l'une :

- ou les instances paritaires ne font pas leur travail
  
- ou, la hiérarchie fait fi des représentants élus qui, à longueur d'année, mentionnent le mal être de notre administration !

Que voulez vous faire croire à vos personnels qui votent à plus de 80% lors des élections paritaires et qui se syndiquent à plus de 50 %, ?

**Mais il est vrai que le dialogue social n'a pas la même définition pour chacune des parties !!!**

Nous voulions faire court , mais nous ne voulions pas nous exonérer de vous rappeler quelques fondamentaux :

- les missions confiées à notre administration sont bien au coeur du débat public ;  
- les mois et les années à venir les y situeront encore plus tant du point de vue de la gestion publique avec notamment diverses réformes touchant les collectivités locales que la filière fiscale avec, outre les changements « classiques » inhérents aux lois de finances, un débat sur l'ensemble de la fiscalité ;  
Malgré cela les gouvernements successifs saignent à blanc la DGFIP, confrontant ses services et les agents à des difficultés croissantes qui leur interdisent d'exercer correctement ces missions.

Les suppressions d'emplois successives, conduisent la DGFIP 11

non plus à être à l'os comme notre ancien Directeur le disait mais à attaquer maintenant sa moelle. Et le discours de présentation du Directeur Général visant à nous laisser croire qu'il y aurait une inflexion du volume de suppressions est une **supercherie** de plus.

Et au rayon de la manipulation budgétaire il faut ajouter les emplois non pourvus qui renforcent cette dégradation .

Cette situation n'est pas abstraite. Elle pèse incontestablement sur les agents qui accumulent les pertes :

- perte de repères et de sens du travail avec un exercice des missions qui dépérit ;
- perte de collectif et de partage avec des conditions de travail dégradées ;
- perte de pouvoir d'achat et même perte de salaires avec l'augmentation des prélèvements.

Ces phénomènes conjugués nous font constater chaque jour la montée du « ras le bol » des agents qui doivent faire face à toujours plus de travail.

La période récente, avec la réception d'usagers accompagnés de leur fardeau de difficultés sociales, entraîne une surcharge inquiétante de travail.

Mais elle est de plus alourdie des conséquences psychologiques pour les agents qui savent ce que leurs décisions emportent. Cela se traduit dès lors par une forte tension au travail et parfois par de véritables souffrances.

Face à cela **vous avez des responsabilités** au premier rang desquelles celle d'interpeller notre Direction Générale et le Gouvernement sur la nécessité de renforcer notre administration. La deuxième est de faire face localement aux situations dégradées des services et des agents en axant prioritairement vos actions sur leur soutien parce qu'ils font vivre des missions centrales pour la puissance publique et les citoyens.

Dans ce sens, ce premier message 2014 de l'année en CTL devra aussi être le premier que vous devez faire passer à notre directeur. Face à la crise profonde de notre administration dans l'Aude les statistiques arrangeantes pour l'administration centrale qui masquent la réalité doivent passer au second rang au regard de la vérité quotidienne sur l'état des missions, des services et des agents. C'est vers ces derniers que tous les efforts doivent être tournés.

Devra aussi lui être passé le message que nous attendons de lui, **toute la transparence et l'honnêteté que nous sommes en droit d'attendre, en tant qu'agents comme en tant que leurs représentants, sur une démarche stratégique** qui avance largement masquée mais dont les conséquences seront à coup sûr sur une nouvelle fracturation de la DGFIP. Les transferts de missions, la restriction des horaires au public pour faire face aux difficultés des services, les nouvelles tâches dans les SIE, l'état des lieux que vous réalisez, la réforme des cantons désormais connue, la préparation à Bercy de vagues de départementalisation, de régionalisation, sont autant de signes avant-coureurs du « sale coup » que prépare la Direction Générale depuis plusieurs mois.

Eh bien dans ce contexte nous prendrons aussi nos responsabilités. La première sera d'être inlassablement aux côtés de tous les agents pour les défendre au quotidien. La deuxième sera de poursuivre et amplifier l'interpellation publique des élus et des citoyens sur les enjeux lourds de conséquences des réformes fiscales et des collectivités territoriales. La troisième sera de mobiliser dans l'unité syndicale les personnels de la DDFIP Aude dès les premiers jours de 2014 et sans relâche pour qu'enfin ils soient entendus des pouvoirs administratifs et politiques.

Concernant l'ordre du jour de cette instance nous nous efforcerons, comme à notre habitude, d'établir le lien entre les débats et le quotidien des agents et leurs attentes.

Vous avez « choisi » de supprimer tel ou tel emploi Et bien , nous, nous choisissons de vous demander des explications .

**Chaque poste supprimé devra faire l'objet d'une explication « pointue » de votre part .**

La saignée des effectifs est l'occasion de généraliser des pratiques dérogatoires en matière de gestion des agents, pratiques également de courte vue . Assurer les pénuries d'effectifs devient quotidien et vous vous asseyez (trop) confortablement sur des règles de gestion pourtant définies par le National . Les détachements deviennent une règle locale, les pressions sur les agents sont nombreuses . Le « n'importe quoi » devient le sport national ;

C'est intolérable ! Et nous ne l'acceptons pas !!

Monsieur le Président, nous attendons donc les résultats de vos calculs pour chaque poste supprimé et nous en référerons aux agents , ensuite .